



GENÈVE / ÉCOLE POSTOBLIGATOIRE

## 3500 signatures pour un cours de portugais

Une pétition munie de 3510 signatures en faveur de l'introduction du portugais dans l'enseignement postobligatoire devait être déposée ce lundi matin à la Chancellerie. «Nous n'aurions jamais imaginé susciter autant le débat et recevoir autant de soutien de la part de nombreux citoyens sur le territoire helvétique», font savoir l'Association de parents et éducateurs de langue portugaise et l'Association culturelle d'expression portugaise. Les autorités scolaires, qui ont rencontré les pétitionnaires, se

sont montrées favorables à la démarche: un cours facultatif pourrait démarrer en 2014 en partenariat avec l'association de parents, le consulat portugais et le Département de l'instruction publique, avait déclaré dans nos colonnes le chef du postobligatoire Sylvain Rudaz (*Le Courrier* du 15 novembre). «Ouvert à tous les élèves du postobligatoire (collège, ECG, etc.), il devrait se décliner en deux enseignements: l'un pour les néophytes, l'autre pour approfondir les connaissances.» RA

### EN BREF

NEUCHÂTEL

## Le POP briguera un siège au gouvernement

Le POP neuchâtelois présentera un ou plusieurs candidats au Conseil d'Etat en avril 2013. Il s'inquiète du risque de voir basculer le gouvernement encore plus à droite avec l'arrivée d'Yvan Perrin autour des trois libéraux Thierry Grosjean, Philippe Gnaegi et Alain Ribaux. Il espère en outre contribuer à renforcer la majorité de gauche au Grand Conseil. C'est ce qui ressort de la conférence cantonale du parti qui s'est tenue samedi à La Chaux-de-Fonds. Le parti envisage trois scénarios. Pour réunir le maximum de chances d'obtenir un gouvernement de gauche en conformité avec la majorité de gauche du Grand Conseil, les militants ont décidé de présenter un(e) candidat(e) sur une liste unique de la gauche. Si cette proposition est refusée, le parti proposera une liste PopVertsSol. Si ce scénario échoue, il présentera une liste unique. Denis de la Reussille n'a pas encore fait savoir s'il serait candidat. Le parti fera connaître le choix de son ou ses candidats le 8 janvier. CGM

NEUCHÂTEL / CRESSIER

## La raffinerie vendue 30 millions

La raffinerie de Cressier a été vendue en mai dernier à Varo Energy pour 30 millions de francs. Le montant ne devrait toutefois que peu profiter aux créanciers affectés par le volet neuchâtelois de la déconfiture de Petroplus, avec un dividende attendu de 10%. Le détail de la transaction financière ayant conduit au sauvetage du site a été dévoilé lors d'une assemblée de créanciers tenue à Neuchâtel. Les 30 millions de francs ont permis de régler l'achat de la raffinerie et de ses équipements, soit Petroplus Cressier (qui a encaissé 22 millions), ont révélé samedi les quotidiens *L'Express* et *L'Impartial*. ATS

PUBLICITÉ

THÉÂTRE  
MUSIQUE  
FORUM  
MEYRIN

13 DÉCEMBRE  
20H30

**Karimouche**

WWW.FORUM-MEYRIN.CH / BILLETTERIE 022 989 34 34  
SERVICE CULTUREL MIBROS GENEVE, STAND INFO BALEXERT, MIBROS NYDN-LA COMBE  
Photo: © Christoph Drey

# La Ville adopte son budget lors d'un débat verrouillé d'avance

GENÈVE • *Historique! Une dizaine d'heures ont suffi au Conseil municipal pour approuver un budget 2013 tel que concocté en commission.*



Les discussions, limitées à une prise de parole par parti, ont davantage ressemblé à une suite de déclarations qu'à un vrai débat politique. JPDS-A

MARIO TOGNI

Le temps des palabres est révolu. Samedi, il n'aura fallu qu'une dizaine d'heures au Conseil municipal de la Ville de Genève pour adopter son budget 2013. Le contraste est radical, alors que le traditionnel marathon politique a atteint, ces dernières années, des records de durée insoupçonnés – jusqu'à trente heures de débats, sur deux ou trois jours!

Corollaire de cet esprit nouveau: les discussions, limitées à une prise de parole par parti, ont davantage ressemblé à une suite de déclarations qu'à un vrai débat politique. En réalité, la messe était dite depuis début novembre, lors de l'adoption à l'unanimité d'un projet de budget équilibré en commission. Le résultat final, approuvé samedi peu après 19h, est resté strictement identique. Il prévoit un bénéfice de 7130 francs pour un total des charges de 1,1 milliard. Le budget 2013 a été voté par 45 voix (une étonnante majorité faite du PS, des Verts, de l'UDC, du MCG et des indépendants), contre 19 (PLR, PDC) et 11 abstentions (Ensemble à gauche).

L'unique sujet à avoir réellement échauffé les esprits est le niveau des investissements, qui sera maintenu à 110 millions

(lire ci-dessous). Pour le reste, seul le groupe Ensemble à gauche (EàG) et son magistrat Rémy Pagani ont déposé des amendements, qui ont tous été sèchement refusés.

### Allocations et retraites

La première salve concernait les allocations pour enfants. Le statut des employés de la Ville prévoit une rallonge de 50% sur les allocations cantonales. Or celles-ci ont augmenté en 2011 de 200 à 300 francs. Déjà l'an dernier, la Ville avait décidé de limiter son coup de pouce à 100 francs, alors qu'il aurait dû passer à 150 francs. La mesure a été reconduite pour 2013, ce que refusait Ensemble à gauche: «Le statut du personnel a été négocié avec les partenaires sociaux, on ne peut pas décider unilatéralement de le violer», a lancé Brigitte Studer, en vain.

Peu après, c'est la suppression d'une vieille prime pour les retraités de la fonction publique municipale qui était contestée. Pour économiser 2 millions, la commission des finances a sucré un surplus de 2,5% sur les rentes, introduit en 1991 comme compensation à la hausse du coût de la vie. «Au fil des ans, cette prime est devenue une subvention déguisée

que touchent même les anciens conseillers administratifs!» a souligné Carlos Medeiros (MCG).

Pour Pierre Vanek (EàG), au contraire, cette coupe «brutale» et sans précédent est analogue à «l'arrachage du sac d'une vieille dame dans la rue». Le retour en arrière exigé sera balayé. Tout comme la proposition du MCG de limiter la casse (politique?), en rétablissant le bonus pour les plus modestes retraités.

### Le 0,7% toujours attendu

Tous les amendements suivants seront aussi rejetés, de sorte à préserver l'équilibre budgétaire négocié en commission. Il en sera ainsi pour l'aide au développement, que l'extrême gauche voulait gonfler de 1,1 million de francs. Il s'agissait d'atteindre le seuil de 0,7% du budget, comme le demande l'ONU à travers ses objectifs du millénaire. La Ville s'est engagée à y parvenir par étapes – 500 000 francs ont déjà été ajoutés au budget 2013. Mais «la mise en place de projets prend du temps, a relevé Laurence Fehlmann-Rielle (PS). Cela ne sert à rien de voter une somme qu'on ne pourra dépenser.» Les Verts ont toutefois soutenu la proposition, «la

seule du jour qui peut concrètement sauver des vies» (Matthias Buschbeck).

La ligne n'a ensuite pas changé d'un iota. Rémy Pagani voulait quatre nouveaux postes dans son département: c'est non. Ensemble à gauche réclamait une hausse de 400 000 francs du Fonds général théâtre ou 500 000 francs pour les centres de loisirs: c'est niet.

### «Equilibre des sacrifices»

A l'heure des déclarations finales, la position du PDC et du PLR était arrêtée: malgré leur approbation en commission, ils ne voteront pas ce budget «sans priorités» et qui ne tient pas compte des menaces qui pèsent sur l'avenir en matière de rentrées fiscales. De quoi faire ricaner certains élus, alors que le représentant de l'Entente à l'exécutif, le PDC Guillaume Barazzone, est le seul à avoir été épargné par les coupes. Personne n'a en effet contesté l'ajout des vingt-cinq nouveaux postes d'agent de police municipale. De son côté, Sandrine Salerno, ministre des Finances, s'est félicitée de ce budget équilibré, «tant du point de vue financier que des efforts et sacrifices consentis par chacun.» I

# Coup de frein sur les investissements

La Ville de Genève a-t-elle eu les yeux plus gros que le ventre en matière d'investissements? Les projets de construction et de rénovation se sont en effet multipliés ces dernières années, afin de rattraper un retard important en la matière. Mais les dépenses votées ou à l'étude atteignent aujourd'hui des sommets, ce qui inquiète les élus. Pour faire face aux chantiers en cours et à venir, le Conseil administratif avait fixé le niveau des investissements à 150 millions de francs pour 2013. Or la commission des finances a réduit ce montant à 110 millions, ce qui a été confirmé samedi lors du vote budgétaire.

Le débat a toutefois été vif, autant que la question est complexe. Les investissements ont une «inertie contraignante» et engagent des dépenses étalées sur plu-

sieurs années, a souligné Rémy Pagani, magistrat en charge des Constructions. Selon lui, le coup de frein voulu par le plénum impactera plusieurs projets, comme le Musée d'ethnographie, l'Alhambra, le Musée ou des crèches. «Quarante millions en moins, c'est aussi des centaines d'emplois. Dois-je arrêter de signer des contrats et stopper les travaux?» demande le maire.

Au sein du Municipal, on crie au «chantage». Car si tous ces investissements ont bien un jour été votés par le Conseil, force est de constater que le Conseil administratif «a perdu le contrôle», selon Jean-Charles Lathion (PDC). A ce jour, l'exécutif n'a pas de système de planification lui permettant de maîtriser les flux financiers et d'établir des priorités.

Ce sera bientôt le cas puisqu'un projet est à l'étude. Mais en attendant, il était urgent de refréner les ardeurs, a estimé une majorité d'élus. «cela ne peut pas continuer ainsi et il ne sert à rien d'inquiéter inutilement les gens en proférant des menaces», a lancé Frédérique Perler (Verts). Cette réduction est aussi un signe de mauvaise humeur à l'égard de Rémy Pagani, qui a perdu la confiance de nombreux conseillers municipaux.

Tout le monde est conscient que la limite fixée sera difficile à tenir en 2013, et qu'il faudra probablement lâcher du lest. Mais le signal était nécessaire, a jugé le Conseil municipal, car les investissements – autofinancés seulement en partie – font grimper la dette et commencent à peser sur le budget de fonctionnement. MTI